

ENQUETE SUR L'AUTOGESTION

La planète Autogestion s'est formée par accrétion dans les années 70 en France à partir d'un "nuage primitif" résultant de l'explosion d'une supernova: les événements de Mai 68. Ce mouvement étant lui-même complexe, il ne pouvait en être autrement de cette auberge espagnole dans laquelle certains voulurent abriter les valeurs du mouvement. Au risque de simplifier horriblement, il y avait au moins deux composantes.

* L'aspiration de nouvelles couches moyennes salariées à "dire leur mot" dans des affaires où des élites autoritaires, un patronat technocratique ou patrimonial, comptaient les cantonner dans un rôle "d'agents dominés de la domination capitaliste" (André Gorz).

* Le rejet d'un mode d'organisation du travail, taylorien ou fordien, de la part d'Ouvriers Spécialisés qu'il déqualifiait, aliénait.

D'emblée le grand écart saute aux yeux. Sous l'étiquette d'autogestion pouvait très bien se glisser un simple réaménagement de la participation au pouvoir, au sein des "petites et grandes élites". Inversement, le rejet d'une organisation du travail déresponsabilisante n'impliquait pas ipso-facto chez les OS la capacité (ni même la volonté précise) d'en imposer une autre. En fait, seuls pouvaient être "pratiquement" autogestionnaires des techniciens, ou des

ouvriers qualifiés: ils le furent, à Lip... De nombreux ouvriers professionnels Cégétistes auraient pu l'être, mais c'était l'idéologie de la "maison d'en face" (la CFDT). Vers 1977, derrière Jean Louis Moynet, une authentique poussée autogestionnaire (en même temps que féministe, avec Christiane Gilles) se fit sentir à la CGT. Elle fut vite brisée.

N'empêche que sous le mot d'autogestion pouvait se regrouper, "de l'OS à l'ingénieur", les aspirations à la dignité, à l'autonomie, à prendre ses affaires en main. Il suffisait, selon les termes d'Edmond Maire, de la réduire à "l'extension au monde de l'entreprise de la démocratie civile". Etant entendu que (selon le même, et à propos de Charles Piaget, l'animateur des Lips) "un militant syndical, ni prestigieux soit-il, n'a pas forcément les compétences pour être Président de la République".

Ce consensus fragile se heurta vite à trois écueils (disons: dans la seconde moitié des années 70. Début 80, on ne parlait déjà plus d'autogestion).

D'abord (le plus spectaculaire mais le moins grave): l'engouement pour le terme lui-même, de la part de forces politiques (PS et PCF) dont les dirigeants étaient largement étrangers à la culture et aux aspirations qu'il traduisait, ne pouvait que causer sa perte. D'abord, quand tout le monde est autogestionnaire, plus personne ne l'est. Ensuite, quand ces "autogestionnaires" arrivent au pouvoir (en 1981), ils abandonnent d'eux-même et la chose et le nom. Ainsi Michel Rocard

rejeta vite le terme en faveur du "socialisme de la responsabilité" (il eut été plus exact de dire "socialisme des responsables").

Mais si les difficultés des autogestionnaires ne venaient que les non-autogestionnaires, il n'y aurait pas grand mal: c'est la vie! Plus grave: l'autogestion, dans ses pompes et ses oeuvres ("la démocratie civile transposée à l'entreprise"), n'était tout simplement pas armée pour affronter la crise. Et cela de deux façons.

* De par son caractère formel (au sens de "démocratie formelle"). La crise ne posait pas seulement la question du mode de désignation des dirigeants. Elle posait bien plus profondément la question de la division et de l'organisation taylorienne du travail. Et sur ce terrain, c'est le "patronat du troisième type" qui, avec les cercles de qualités, reprit l'initiative, au point qu'un interlocuteur de Michel Cardoze (dans Nouveau Voyage à l'intérieur du PCF) peut dire que «Chez Michelin, c'est le patron qui propose le socialisme, mais il veut être seul à en profiter».

* De par son enfermement dans l'entreprise, que souligne, irrévocablement, son propre nom. "Auto = soi-même". Que signifie "se gérer soi-même" dans une entreprise d'une branche en déclin rapide ? Pour un chômeur ? Rien. Il faut déplacer la question vers: "que faire pour être socialement utile?", et là, la réponse classique des autogestionnaires des années 60-70 était "la

planification démocratique". Ce qui est un autre nom pour la même question, pas une réponse.

Bref, le noyau essentiel (l'aspiration à l'autonomie) codés par le mot "autogestion" ne peut plus être sauvé que s'il sait s'enraciner dans l'organisation du travail et se combiner avec les notions de solidarité, de communauté. On peut évidemment appeler ça "autogestion généralisée", mais si on met dans autogestion l'ensemble des formes démocratiques permettant à une société de se gouverner elle-même, alors la notion d'autogestion perd tout contenu spécifique, et il vaut peut-être mieux parler d'"alternative démocratique, écologique et autogestionnaire". Voyons ce que cela peut signifier, du "micro" au "macro" (puisque je ne suis qu'économiste).

1. Répondre au défi du post-taylorisme. S'emparer des questions de production, de productivité, de qualité, à la base. Négocier avec l'encadrement (élu ou non: ce n'est pas insignifiant, mais ce n'est pas tout le problème) un nouveau compromis: implication du travailleur contre voix au chapitre sur l'orientation et l'usage des "progrès".

2. Définir des procédures démocratiques, ni bureaucratiques, ni purement marchandes, d'"hétérogestion", c'est-à-dire de définition des besoins par les usagers. Cela pourrait commencer à la base par la définition, à l'échelle du quartier, de travaux d'utilité sociale confiés à des unités autogérées en leur sein mais nouant des relations contractuelles avec les usagers.

3. Elargir, par un repartage massif et général du travail salarié, la sphère de l'activité libre, bénévole, associative.
4. Orienter l'usage du progrès vers un modèle de développement non prédateur sur l'environnement, "recyclant" au maximum tous les sous-produits de l'activité humaine, et d'avantage pensé en fonction des conditions de jouissance des valeurs d'usage que de l'accumulation de leur possession.
5. Recentrer sur elle-même l'économie de la nation (ou de tout "club de nations" partageant en gros le même projet), de telle sorte que les décisions démocratiques ne soient pas aussitôt révoquées par la "contrainte extérieure".

Je n'ai fais ici qu'énumérer quelques pistes de travail, dans le domaine qui est le mien, l'économique. Il saute aux yeux que de telles "réformes radicales" (pour parler comme Gorz 1967 ou Cohn Bendit 1986) impliquent une réforme intellectuelle et morale qui déborde largement l'économie...

Alain LIPIETZ

(auteur de L'Audace ou

l'enlèvement,

ed. La Découverte)